

Bulletin de l'immigration

L'essentiel de l'actualité de l'immigration au Québec

RÉDACTION

Direction

Christophe Berthet

Coordination éditoriale

Basile Moratille

Rédaction

Marine Caleb

Basile Moratille

Graphisme

Janou Fleury

Photo

**Unsplash, Shutterstock,
Immigrant Québec**

Édité par

Immigrant Québec

115 rue Prince-Arthur Est
Montréal H2X 1B5
(Québec) Canada

→ immigrantquebec.com

Les textes contenus dans ce recueil n'ont aucune valeur contractuelle. La reproduction totale ou partielle des textes est interdite sans accord préalable de l'éditeur.



ÉDITO

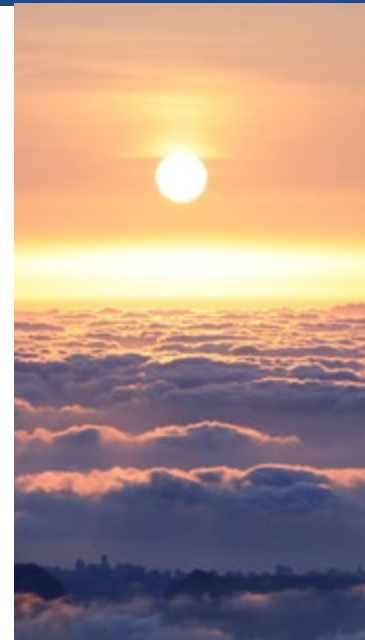
Une nouvelle fois, le mois de juin aura eu des saveurs d'immigration temporaire, en particulier de demandes d'asile au Canada. Sur fond de négociations entre le gouvernement du Québec et Ottawa pour réduire la part de l'immigration temporaire, les partenaires économiques s'invitent dans les discussions.

En parallèle, Ottawa poursuit ses programmes d'immigration par secteurs, et annonce travailler à l'élaboration d'un nouveau type de permis de travail qui ne serait plus fermé à un seul employeur, afin de faciliter l'embauche dans un même domaine.

Quant au Québec, malgré une capacité d'accueil limitée, l'immigration temporaire contribue toujours à diminuer des pénuries de main-d'œuvre — mais aussi à ralentir le vieillissement de la population.

SOMMAIRE

- 3 Immigration**
- Ottawa octroie 750 millions à Québec pour les demandeurs d'asile
 - De nouveaux programmes pour les aides familiaux
 - Le Québec passe la barre des 600 000 immigrants temporaires
 - La baisse de l'immigration temporaire inquiète le patronat
 - Certains travailleurs temporaires pourront bientôt bénéficier de permis sectoriels
- 6 Intégration**
- Succès pour un programme de francisation dans les commerces
 - Hausse des transitions de la résidence temporaire vers la permanente
- 7 Emploi**
- EDSC alerte sur les conditions météorologiques pour le PTET
 - Les exigences minimales en matière de publicité restent suspendues
 - Les pénuries de main-d'œuvre s'atténuent au Québec
 - Québec veut augmenter les normes appliquées aux TET
- 9 Études**
- Fin des allers-retours à la frontière pour les permis de travail postdiplôme
 - Des taux de refus toujours élevés pour les étudiants venus d'Afrique
- 10 Asile et refuge**
- 16 500 \$ sur trois ans : le coût estimé d'un demandeur d'asile
 - Hommage aux millions de réfugiés dans le monde
- 11 Agenda**



IMMIGRATION



Ottawa octroie 750 millions à Québec pour les demandeurs d'asile

Le 10 juin 2024, le Premier ministre fédéral Justin Trudeau a annoncé l'octroi de 750 millions de dollars au Québec pour accueillir et intégrer les demandeurs d'asile. Une annonce réalisée lors d'une rencontre avec le Premier ministre québécois, François Legault.

Justin Trudeau a aussi annoncé que 20 % des demandes seront traitées en moins de 9 mois, que le système de visas et le renvoi des étrangers interdits de territoire seront améliorés, que les demandeurs d'asile soient mieux répartis sur le territoire.

Quant aux travailleurs temporaires, le traitement des permis de travail sera accéléré, réduisant le délai d'attente à 30 jours, contre 100 jours et plus. De même, les exigences de français seront plus élevées pour le Programme de mobilité internationale (PMI).

sources

Le premier ministre québécois estime qu'il y a encore « beaucoup, beaucoup de travail à faire », et veut toujours voir réduire de moitié le nombre de demandeurs d'asile et de résidents temporaires.

IMMIGRATION

De nouveaux programmes pour les aides familiaux

Le 3 juin 2024, IRCC annonçait de nouvelles mesures pour soutenir les aides familiaux. Alors que le Programme pilote des gardiens d'enfants en milieu familial et le Programme pilote des aides familiaux à domicile ont pris fin au terme de juin 2024, IRCC a déclaré que d'autres programmes seront créés et améliorés, avec l'objectif qu'ils deviennent permanents.

Il faudra répondre à plusieurs critères : la langue, avoir un diplôme d'études secondaires canadien, une certaine expérience de travail, une offre d'emploi.

Il est prévu d'accueillir 15 000 aides familiaux selon le Plan des niveaux d'immigration 2024-2026.

sources [↗](#)



Le Québec passe la barre des 600 000 immigrants temporaires

Le Québec a enregistré 597 140 immigrants temporaires sur son territoire au 1er avril 2024. IRCC publiera de nouvelles données, selon une autre méthode de calcul. Un tiers de ces personnes ont un statut de demandeur d'asile, alors que Québec demande que l'immigration temporaire soit réduite de 50 % d'ici un an.

Au premier trimestre de 2024, le Canada dénombrait 41 millions d'habitants, selon les dernières données. Il est pays de l'OCDE qui voit sa population augmenter le plus rapidement.

source [↗](#)



IMMIGRATION

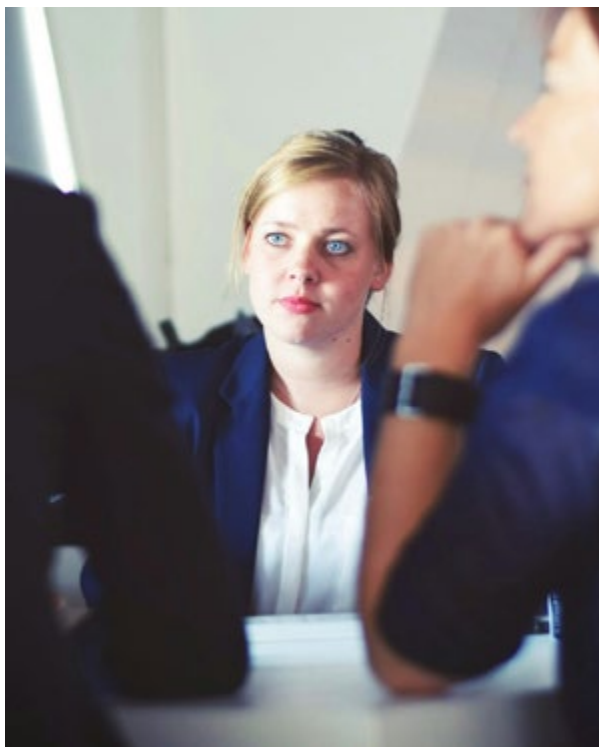
La baisse de l'immigration temporaire inquiète le patronat

La baisse annoncée du nombre d'immigrants temporaires inquiète le patronat. Dans un article de Radio-Canada, le PDG de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain Michel Leblanc s'inquiète pour les entreprises, qui auront selon lui peu de temps pour s'adapter à cette baisse.

De son côté, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) exprime que les PME ont besoin des immigrants temporaires pour combler leurs besoins quand ils n'ont pas d'autre choix.

Quant à la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), elle rappelle que plus de 136 000 postes sont à pourvoir au Québec et que 22 % d'entre eux doivent être comblés par l'immigration. C'est davantage un enjeu dans les régions, où la pénurie peut être plus forte et le taux de natalité plus bas.

sources [↗](#) [↗](#)



Certains travailleurs temporaires pourront bientôt bénéficier de permis sectoriels

2027 signera la fin des permis de travail fermés — du moins dans certains secteurs. Les travailleurs temporaires des secteurs de l'agriculture, de la transformation du poisson et des aliments pourront changer d'employeur dans le même secteur.

Le but d'Ottawa est d'offrir « aux travailleurs une plus grande mobilité ». Cela sera mis en place après des consultations et des mesures transitoires. Québec sera aussi consulté pour établir ces mesures.

source [↗](#)

INTÉGRATION

Succès pour un programme de francisation dans les commerces

Le 4 juin 2024, ce sont presque qu'une centaine d'attestations d'apprentissage du français qui ont été délivrées. Cela récompense les personnes qui ont suivi le programme Dialogue — Apprendre le français dans son commerce pour la deuxième année consécutive. La formation a été donnée par l'Association des Sociétés de Développement Commercial de Montréal (ASDCM).

L'ASDCM a parcouru plus de 14 territoires de Sociétés de développement commercial pour offrir le programme aux commerçants. Près de 70 commerces et 145 personnes ont donc suivi un apprentissage via l'application Dialogue.

source 



Hausse des transitions de la résidence temporaire vers la permanente

Dans un rapport du 26 juin 2024, Statistique Canada indique que plus de 23 % des travailleurs étrangers temporaires ont évolué vers la résidence permanente dans les deux ans suivant l'obtention de leur premier permis de travail, sur la période 2016-2020. Cela représente 1 048 600 personnes.

À titre de comparaison, la proportion n'était que de 11,7 % sur la période 2011-2015 (toujours deux ans après leur premier permis de travail).

source 






EMPLOI

EDSC alerte sur les conditions météorologiques pour le PTET

Les employeurs relevant du PTET ont été alertés par EDSC sur les mesures à respecter en cas de conditions météorologiques dangereuses cet été, comme les inondations et les feux de forêt.

Les entreprises touchées par de tels événements doivent continuer à respecter les obligations du programme, avoir un plan d'évacuation à jour, ainsi qu'un plan de communication avec les TET pendant l'événement. Des conseils sont disponibles sur les pages Prévention inondation et Préparez-vous : Feux de forêt.

Si les travailleurs ne sont plus joignables, il faut le signaler au Centre de traitement régional. Si les dommages empêchent l'entreprise de fonctionner et obligent à mettre à pied des TET, il faut leur donner un relevé d'emploi. Enfin, tout changement par rapport à ce qui figure sur l'EIMT doit être déclaré au Centre de services aux employeurs. [sources](#)   



Les exigences minimales en matière de publicité restent suspendues

EDSC a annoncé que les exigences minimales en matière de publicité pour l'agriculture primaire, dans le cadre du PTET, sont toujours suspendues.

En vigueur jusqu'au 30 juin 2025, cela concerne les employeurs faisant une demande d'Évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT). Ils devront toujours faire des efforts pour recruter des Canadiens, résidents permanents et des travailleurs sous-représentés sur le marché du travail, mais ne devront pas démontrer de preuves jusqu'à cette date.

source 



EMPLOI

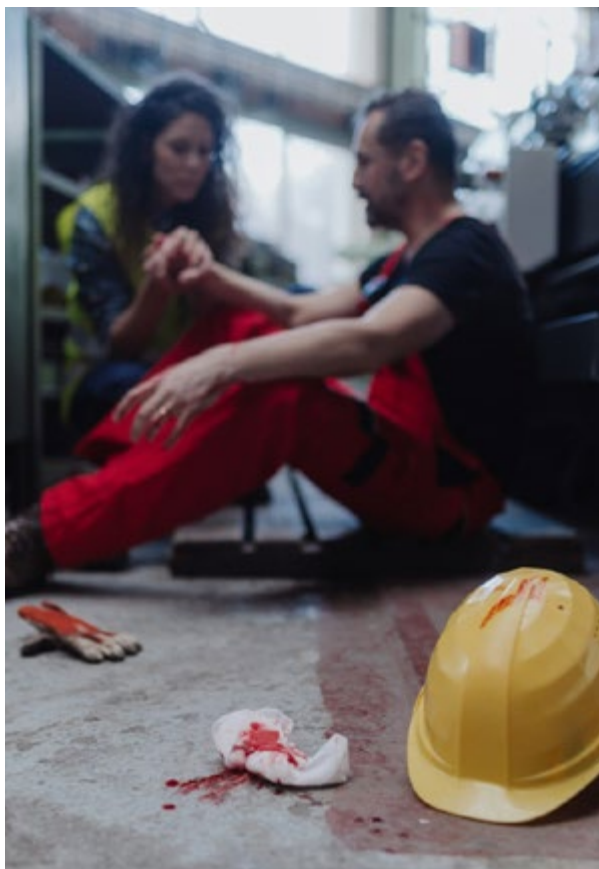
Les pénuries de main-d'œuvre s'atténuent au Québec

Dans un rapport publié le 9 juin 2024 intitulé *Regard sur les postes vacants*, l'Institut du Québec montre que les pénuries de main-d'œuvre diminuent. Mais si les chiffres actuels se rapprochent de ceux de 2019, cela ne pourrait être que temporaire.

Les employeurs recherchent 153 000 travailleurs au premier trimestre de 2024. Une situation due au ralentissement économique et à l'immigration temporaire (sauf dans les secteurs où ils sont déjà sous-représentés).

Le secteur de la santé reste toutefois en pénurie, avec 41 000 postes à pourvoir, ce qui représente 29 % des besoins de main-d'œuvre du Québec.

source [↗](#)



Québec veut augmenter les normes appliquées aux TET

Pour mieux protéger les travailleurs étrangers temporaires, Québec annonce un nouveau projet de règlement qui sera déposé pour approbation avant la fin de l'année. Au Québec, ce sont les normes fédérales qui sont appliquées par les entreprises, pas les normes provinciales, plus élevées dans certains cas.

Le nombre d'infractions aux normes du travail a explosé, passant de 14 en 2022 à 111 en 2023, selon les données de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST). Le nombre de lésions professionnelles est passé de 1681 en 2019 à 4391 à 2023.

En réaction, l'Ordre des Conseillers en ressources humaines agréés lance une campagne de sensibilisation auprès des employeurs et des organisations pour préparer la saison estivale. sources [↗](#) [↗](#)

ÉTUDES

Fin des allers-retours à la frontière pour les permis de travail postdiplôme

Le ministre Marc Miller a annoncé que les étudiants étrangers diplômés du Canada ne peuvent plus présenter leur demande de permis de travail postdiplôme (PTPD) à un poste-frontière terrestre, selon un procédé dit d'aller-retour à la frontière (anciennement tour du poteau), et ce depuis le 21 juin 2024.

Ce procédé, très prisé de certains immigrants qui souhaitent valider leur statut d'immigration en s'épargnant les délais de traitement associés à une demande en ligne, cause aussi d'importants ralentissements à la frontière pour les personnes et les marchandises.

Ces personnes devront désormais présenter leur demande en ligne.

sources  



Des taux de refus toujours élevés pour les étudiants venus d'Afrique

Le 19 juin 2024, MPOWER Financing a publié un rapport montrant que les étudiants africains, surtout de pays francophones, font toujours face à de fortes barrières pour obtenir un permis d'études au Canada.

Leur taux d'acceptation est de 27 %, comparé à 74 % pour les autres étudiants étrangers, entre 2018 et 2023. Ce taux atteint 22 % pour les ressortissants d'Afrique francophone. Durant cette période, plus de 46 000 étudiants postdoctoraux n'ont pas pu venir à cause de ces refus de permis.

source 



ASILE ET REFUGE

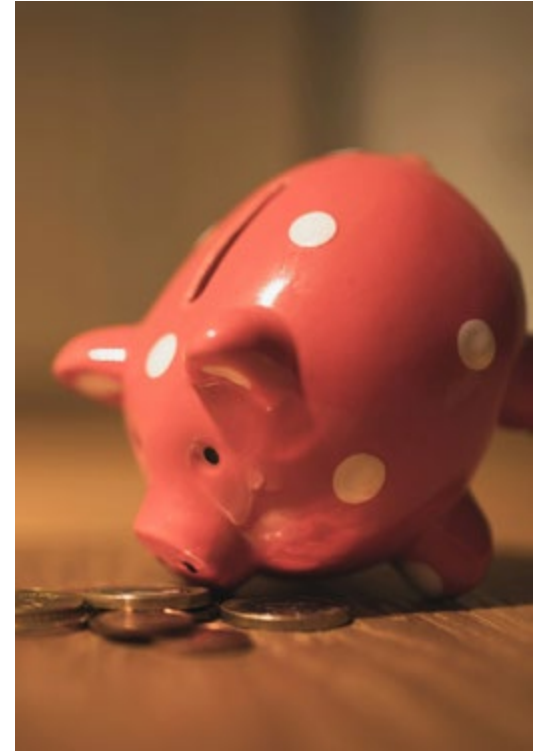
16 500 \$ sur trois ans : le coût estimé d'un demandeur d'asile

Selon le rapport du directeur parlementaire du budget (DPB), chaque demandeur d'asile coûte au Canada 16 500 \$ CAN sur trois ans et demi. Cela concerne les personnes faisant une demande à partir d'un pays dispensé de l'obligation de visa, soit environ 35 000 personnes.

Le délai de traitement de la demande est un des facteurs qui influencent le plus ce coût, un délai qui peut varier d'un à six ans selon le nombre d'appels interjetés par les demandeurs avant qu'une décision définitive ne soit rendue.

Ottawa soutient la population par différents programmes pour le logement, les soins de santé jusqu'à admission dans l'assurance provinciale ou l'aide juridique.

source [↗](#)






Hommage aux millions de réfugiés dans le monde

Le 20 juin 2024 marquait la Journée mondiale des réfugiés, l'occasion pour plusieurs ministres fédéraux d'exprimer leur solidarité avec les 117 millions de personnes « contraintes d'abandonner leur foyer en raison de persécutions, de conflits, de violences, de violations des droits de la personne et de catastrophes naturelles ».

La population de réfugiés a augmenté de 7 % en 2023 pour s'élever à 43,4 millions d'individus. Un chiffre qui a plus que triplé en dix ans.

source [↗](#)

AGENDA - JUILLET 2024

- 1 Fête nationale du Canada 
- 1 Renouvellement des baux locatifs /
Hausse annuelle des loyers 
- 21 Début des vacances de la construction 



Organisé par
IMMIGRANT
» QUÉBEC

 **SIQ** Automne
Salon de l'immigration et
de l'intégration au Québec

18 et 19 nov. 2024
Palais des congrès de Montréal
⊕ Place-d'Armes

VIVRE, TRAVAILLER, ÉTUDIER
Toutes les ressources utiles pour réussir votre installation

- + 270 exposants
- Études et formations
- Vie en région
- Recrutement
- Espaces CV et LinkedIn

BILLET GRATUIT ICI! 
salonimmigration.com

